



## RAPPORT GENERAL

# FORUM REGIONAL D'AGROÉCOLOGIE ET D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Du 21 au 24 Octobre 2024

Abuja, Nigéria

Version provisoire



AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

**FIDA**  
Investir dans les  
populations rurales



## ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AB	:	Agriculture biologique
AE	:	Agroécologie
AIC	:	Agriculture intelligente face au climat
ASPH	:	Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique
AU	:	Union africaine
UE	:	Union européenne
3AO	:	Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest
BAD	:	Banque ouest-africaine de développement
CEDEAO	:	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	:	Comité interétatique de lutte contre la sécheresse
CORAF	:	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
CSA	:	Comité de sécurité alimentaire
'ECOWAP	:	La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest
ECOWEP	:	Politique régionale de l'environnement de l'Afrique de l'Ouest
EF	:	Exploitation familiale
FA	:	Fonds d'adaptation
FVC	:	Fonds vert pour le climat
FEM	:	Fonds pour l'environnement mondial
HLPE	:	Groupe d'experts de haut niveau
OP	:	Organisation Paysanne
UEMOA	:	Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest
PAE	:	Programme agroécologique
PAR	:	Pratique agricole résiliente
SAN	:	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
W AfrONet:	:	West African Organic Network
WAICSA	:	West African Initiative for Climate Smart Agriculture (Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat)

## I. INTRODUCTION

Malgré une reconnaissance grandissante de l'AE, de l'AB et de l'AIC aux différents niveaux (national, régional et global) et le foisonnement de mécanismes financiers existants et annoncés (Fonds pour le climat, Fonds d'adaptation, Fonds pour l'environnement Mondial, Fonds des pays les moins avancés, WAICSA, Fonds mondial pour l'Agroécologie, etc.), les flux financiers effectivement attribués aux exploitations familiales et aux communautés locales pour la mise à l'échelle des solutions apportées par ces trois dynamiques restent extrêmement faibles<sup>1</sup>.

Pour renverser la tendance actuelle des limites et faiblesses de ce modèle d'intensification ASPH, les communautés locales, les exploitations familiales (EF), et leurs organisations paysannes (OP/OSC) ont développé au fil des années des alternatives d'intensification du secteur ASPH, à travers des Pratiques Agricoles Résilientes (PAR), basées sur les principes de l'AE (agroécologie), de l'AB (agriculture biologique) et de l'AIC (Agriculture intelligente face au climat). Ces PAR, sont de plus en plus validées par les institutions de recherche et les structures publiques en charge du développement du secteur ASPH. De nombreuses solutions ou techniques proposées par l'AB, l'AE et l'AIC ont été consolidées avec des savoirs scientifiques. Pour renforcer cette dynamique de promotion et de mise à l'échelle de l'AE, de l'AB et de l'AIC, l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO), le *West African Organic Network* (WAfrONet), proposent de mutualiser leurs stratégies d'action, leurs efforts et leurs ressources. Cela se traduit par un engagement à organiser ensemble un forum régional de l'AE, de l'AB et de l'AIC en Afrique de l'Ouest. Cette initiative est soutenue par la CEDEAO (projets AIC, FVC *Readiness*, le PAE), de l'ONG ActionAid du Nigeria et autres partenaires au développement.

Ce forum se veut être un cadre multi acteurs pour faire une analyse approfondie des opportunités et des défis du financement de l'AE, de l'AB et de l'AIC pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il a eu lieu du 21 au 24 octobre 2024 à Abuja au Nigeria, a réuni plus de 357 participants de divers secteurs et réseaux de chaînes de valeur, d'organisations paysannes, d'institutions publiques, d'organisations de la société civile, de chercheurs, de décideurs politiques et d'acteurs du secteur privé qui ont délibéré pendant quatre (04) jours sur l'avenir de l'agriculture agro écologique et de l'agriculture biologique.

Le présent rapport présente le déroulé de ce forum ainsi les recommandations fortes issues des débats.

## II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

### 2.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de l'édition spéciale du Forum Régional d'Agroécologie et d'Agriculture Biologique en Afrique de l'Ouest dont le thème est « Financer la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest par l'agriculture biologique, l'agroécologie et l'agriculture intelligente face au climat : quelles politiques, quels mécanismes et quels instruments ? » a été marquée par une série d'allocutions dont :

---

<sup>1</sup> Le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire (CSA), a indiqué dans un rapport en 2019 que les financements et investissements publics réalisés en 2019 au profit de l'agriculture biologique et de l'agroécologie étaient estimés à 1,5% du total des budgets consacrés à l'aide au développement.



la première fut prononcée par Dr Jude Obi - Président du Comité d'Organisation Local et Président de l'Association of Organic Agriculture Practitioners of Nigeria (NOAN) qui, après avoir souhaité la bienvenue au forum, a expliqué en quelques mots le caractère spécial de cette édition, résultante d'un front uni représentant les défenseurs de l'agriculture biologique, favorisée par la Commission de la CEDEAO. Il s'est dit heureux d'accueillir tous les participants et leurs différentes organisations à Abuja. Selon l'intervenant, le thème du forum est important car il met en

exergue les défis de l'agroécologie et de l'agriculture biologique. Pour finir, il a invité les participants à travailler ensemble.



A sa suite, le Président de West Africa Organic agriculture Network, (WAfrONet), le Pr. Simplicie Davo Vodouhe, a adressé ses vifs remerciements aux personnes présentes physiquement et celles en ligne qui le sont de façon virtuelle. Pour le Professeur, il s'agit d'un défi majeur qu'il convient de relever, à savoir nourrir l'Afrique. Il conviendra dès lors, a-t-il poursuivi, de proposer des mécanismes financiers adéquats pour apporter des réponses concrètes à cette préoccupation. Il a saisi l'opportunité du forum pour faire un rapide historique de l'organisation qu'il préside. Avant de conclure son adresse,

l'intervenant a présenté, à grands traits, la photographie de l'agriculture moderne qui engendre des conséquences nuisibles.



Le Directeur National d'ActionAid Nigéria, M. Andrew Mamedu, à l'instar des précédents intervenants, après avoir souhaité la bienvenue aux participants au Forum et situé son importance au niveau régional a salué cette occasion non seulement d'échanger des idées, mais aussi de façonner collectivement l'avenir des systèmes alimentaires durables. Il s'est par ailleurs félicité de la présence aux côtés de la Commission de la CEDEAO, de l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) et du Réseau biologique ouest-africain (WAfrONet) avec une mission

commune : faire en sorte que la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest devienne une réalité. Pour sa part, le thème, « Financer la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest par l'agriculture biologique et l'agroécologie : quelles politiques, quels mécanismes et quels instruments ? », souligne l'urgence d'atteindre cet objectif.

Le Représentant de l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest, M. Moussa Sow a, dès l'entame



de son intervention mis en exergue les menaces que les produits chimiques faisaient subir à la terre et qu'il était temps de commencer à songer à guérir le sol, qualifié de peau de la terre. A l'instar du Comité d'organisation local, il a souhaité la bienvenue à chaque participant à ce forum.

M. Sow a poursuivi son message en indiquant que le débat sur l'agriculture biologique sera un sujet central de nos échanges au cours de ce forum, tout comme le changement climatique qui a un impact considérable sur l'agriculture au cours des

dernières décennies. L'insécurité aggrave le problème. C'est pourquoi, il a exhorté l'Union Africaine et les États d'Afrique de l'Ouest à soutenir les agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes, leurs maisons et leurs moyens de subsistance. En conclusion l'intervenant a remercié tous les partenaires qui ont contribué au financement de ce forum et déclaré que les résultats de ce forum devraient être utilisés pour renforcer l'agriculture biologique et l'agriculture durable. Il a reconnu que ce succès ne peut être atteint que collectivement et au travers de politiques cohérentes.



Le Représentant du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Omar Aliou TOURAY, M. Alain Sy Traoré, Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural a, en l'entame de son allocution et après avoir respecté le protocole, adressé ses remerciements aux autorités nigérianes pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations en visite et pour les facilités mises à disposition pour la tenue et le succès de ce forum régional sur l'agroécologie et l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest.

Il a tenu à exprimer sa gratitude particulière à Son Excellence, M. Asiwaju Bola Ahmed Adekunle Tinubu, Président de la République fédérale du Nigéria, pour son leadership et son engagement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la souveraineté alimentaire, ainsi que de l'éradication de la faim dans notre sous-région. Il a associé à ses remerciements le gouvernement et le peuple du Nigéria.

Ce forum, pour le représentant du Président de la Commission arrive à point nommé en raison de la vulnérabilité de nos pays, due pour l'essentiel au triple impact du changement climatique, de l'insécurité alimentaire et des crises sécuritaires liées au terrorisme. La CEDEAO plaide donc en faveur du développement de synergies, de complémentarités et de cohérence entre les politiques nationales et régionales et l'ensemble des initiatives prises par les acteurs locaux, nationaux et régionaux. L'Institution en appelle à la synergie d'actions avec d'autres institutions œuvrant dans le même domaine. Avant de conclure, le Représentant de la Commission de la CEDEAO est revenu sur l'importance stratégique de ce forum en espérant que des recommandations soient formulées en direction des décideurs politiques et des partenaires au développement pour accroître les politiques et stratégies qui prennent en compte l'Agroécologie, l'Agriculture Biologique et l'Agriculture Climatique Intelligente et les financements pour les mettre à l'échelle, avant de souhaiter aux participants, des délibérations fructueuses.



Le dernier à prendre la parole fut Alhadji. Tanimu Ibrahim, Directeur de la Planification et Coordinateur, représentant l'Honorable ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la République Fédérale du NIGERIA. Dès l'entame de son adresse aux participants, il a déclaré que c'est un grand honneur et un grand privilège de souhaiter la bienvenue au Forum ouest-africain sur l'agroécologie et l'agriculture biologique. La question agroécologique et l'agriculture biologique est une question qualifiée de prioritaire au Nigeria. Abordant le thème « Financer la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la

souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest par l'agriculture biologique et l'agroécologie en tenant compte des politiques, mécanismes et instruments », M. Tanimu Ibrahim a réaffirmé la volonté du gouvernement du Nigéria d'améliorer les moyens de subsistance des populations, la santé et de protéger l'environnement. En outre, les pratiques agricoles durables, contribuent à renforcer la biodiversité, à améliorer la santé des sols et à promouvoir les services écosystémiques a-t-il poursuivi.

Avant de conclure, il a encouragé les participants à approfondir des domaines critiques, notamment :

- i.** partager des approches innovantes en matière d'agriculture biologique, d'agriculture de conservation et de lutte intégrée contre les ravageurs.
- ii.** accès aux marchés et chaînes de valeur : étudier des stratégies pour connecter les agriculteurs aux marchés, améliorer la valeur ajoutée et dynamiser les échanges, en particulier pour l'exportation ;
- iii.** créer les cadres politiques et réglementaires, notamment pour les intrants (engrais, pesticides, etc.) visant à soutenir les pratiques d'agroécologie et d'agriculture biologique comme alternative aux pratiques conventionnelles ;
- iv.** mettre en place des stratégies visant à améliorer considérablement les sources de financement, leur utilisation et leur gestion grâce à une amélioration délibérée de vos structures, de vos mécanismes de mobilisation et d'un lobbying renforcé.

C'est sur ces recommandations qu'il a invité les participants à réfléchir de manière critique sur leur rôle dans la promotion et l'exploitation de stratégies de financement pour l'agroécologie et l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest qui soutiennent i) la consommation locale, ii) le commerce régional et mondial tirant parti de l'accord de la ZLECA, iii) le partage d'expériences, notamment en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources pour l'amendement des sols, la lutte contre les mauvaises herbes, les ravageurs et les maladies, iv) la protection de la biodiversité, de l'écosystème et de l'environnement. Avant de déclarer ouvert le forum il a souhaité officiellement la bienvenue à Abuja, au Nigéria à tous les participants en leur souhaitant un Forum fructueux.

Les participants ont alors été invités à faire une photo de famille et à visiter les différents stands installés sur le site du forum.

## **2.2. Les travaux du forum**

Les travaux du forum ont été organisés autour de quatre axes principaux, dont l'exploitation a connu trois (03) étapes : (i) des communications introductives qui ont donné une vue panoramique du thème et des indications sur les domaines critiques dans lesquels le travail de réflexion devrait être investi ; (ii) des panels qui ont présenté des initiatives spécifiques et/ou des analyses de certains acteurs en relation avec

le thème ; et (iii) des travaux de groupe qui ont permis de réfléchir en profondeur sur les enjeux et les défis liés aux thèmes et de formuler des recommandations et des résolutions :

### 2.2.1. Des communications introductives

- **Présentations des bilans de ActionAid, 3AO et Wafronet** : la séance a été modérée par M OUEDRAOGO Karim. Les trois (03) présentations ont porté sur la consolidation des actions de promotion de l'agroécologie auprès des parties prenantes.

	Action Aid	WafrOnet	3AO
<b>Bilan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pratiques efficaces d'agroécologie auprès de 25 800 petites agricultrices et jeunes</li> <li>• Augmentation quantitative et qualitative du financement public de l'agroécologie</li> <li>• Des moyens de subsistance diversifiés grâce à des pratiques agricoles durables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'une conférence réunissant plus de 200 personnes pour échanger autour de différents thèmes autour de l'agriculture biologique et de l'agroécologie. 6 à 7 organisations avec plus de 3 000 membres</li> <li>• La collecte de fonds pour l'agroécologie aura également lieu lors de cette conférence. D'autres pays sont également encouragés à prendre des garanties pour leur permettre de lever des fonds.</li> <li>• Des produits de connaissance sur l'agriculture biologique seront également partagés pour créer des liens entre les acteurs</li> <li>• Des liens diplomatiques ont également été créés entre partenaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction de plateformes numériques pour favoriser l'échange de connaissances et le marketing</li> <li>• Diffusion de modules de formation en agroécologie</li> <li>• Consolidation des actions de 3AO</li> <li>• Actions organisationnelles et discussions sur l'agroécologie</li> <li>• Dialogue sur les questions politiques entre partenaires régionaux</li> <li>• Action collective sur les dommages écologiques</li> <li>• 48 documents sur la recherche en agroécologie pour les acteurs du Mali, du Niger, du Togo, du Sénégal et du Ghana</li> <li>• Forte adhésion à l'Alliance, interaction dynamique entre les acteurs de l'agroécologie pour tirer parti de la production alimentaire afin de permettre l'implication du gouvernement</li> <li>• Renforcement de la diffusion des bonnes pratiques en matière d'agroécologie</li> <li>• Partage des connaissances entre les parties prenantes</li> </ul>

➤ **Communication sur « les dynamiques d'alliance et dispositifs de formation et d'apprentissage pour les acteurs de l'AE, de l'OA et de l'AIC : enjeux, trajectoires, défis et perspectives » par Dr Mamadou Goïta**

**On retient de cette communication** que le réseautage est essentiel pour assurer le succès et le développement de l'agroécologie (AE) et de l'agriculture biologique (AB) dans la région.

Les défis du réseautage dans la région sont principalement de savoir comment changer la trajectoire du système alimentaire qui est détourné par différentes entreprises, d'où les énormes obstacles à la promotion de l'AE et de l'AB dans la région et dans le monde. Différentes organisations et organismes impliqués dans le Réseau pour l'AE et l'AB dans la région comprennent 3AO, WAfroNet, COPAGEN, COASP, ADEPA, NSS, AFSA/APSA, ASADAO, TAPSA et FAIR SAHEL, entre autres.

Les principales contraintes incluent : faible accès au financement ; faible accès aux ressources de production (eau, terre, énergie) ; accès limité aux semences ; faible accès au marché ; faible reconnaissance politique de l'AE et de l'AB (On en parle beaucoup et pourtant, les gouvernements ne prennent que peu de mesures.) ; accès limité aux données (Les données ne doivent pas être uniquement des preuves scientifiques, mais des faits concrets essentiels pour favoriser le changement et améliorer l'adoption et la production) ; fragmentation des mouvements sur l'AE et l'AB ; enjeux de la sécurité foncière. Toutes ces contraintes appellent et justifient la formation du réseau.

**On retient également qu'il est important de travailler à des actions** qui font avancer la recherche, formation et services de vulgarisation : renforcement des capacités de recherche pour accroître les résultats et promotion de la diffusion des résultats de la recherche ; questions d'information, d'éducation et de communication constituant un aspect important de l'agenda ; renforcement des capacités ; implication des femmes et des jeunes.

Concernant les politiques, quatre domaines sur lesquels il faut mettre l'accent : i) politiques visant à faire reconnaître l'importance de l'EA et de l'AB à tous les niveaux ; ii) reconnaissance de la nécessité pour l'AE et l'AB de créer des emplois, de la richesse et d'être accessibles aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux éleveurs ; iii) droits et bien-être de tous ; iv) question de la santé.

➤ **Présentation en ligne par Christophe Lesueur de SupAgro Montpellier sur MOOC et agroécologie**

Les interventions ont été à la fois formelles et informelles. Des travaux ont été menés avec des organisations, des institutions, des universités et des cadres administratifs. Il s'agit notamment de :

- Formation pour renforcer les capacités d'organisation afin d'accroître le nombre d'agriculteurs ;
- Mécanismes de formation et d'appui-conseil d'agriculteurs à agriculteurs ;
- capital humain et lutte contre la dégradation des sols ;
- contexte actuel défavorable et adaptation au système local durable qui fonctionne.

Les problèmes suivants qui préoccupent les acteurs doivent être résolus :

- services de conseil ;
- protection des droits des agriculteurs ;
- équilibre entre mode de fonctionnement formel et informel ;

- participation totale de toutes les parties prenantes y compris les femmes ;
- mise en place d'une Plateforme où chacun peut avoir accès à la formation et saisir des opportunités, et formation des personnes à l'utilisation la plateforme ;
- examen des sections existantes en agroécologie et de la manière dont la nouvelle plateforme sera mise en œuvre ;
- alignement avec les spécificités en termes de connaissances locales ;
- organisation de modèles d'agroécologie ;
- accès à la formation professionnelle ;
- organisation d'études de cas institutionnel et de rapports de conception à partager sur le réseau d'apprentissage ;
- étude sur comment l'agroécologie peut changer le système alimentaire ; et
- régulation de l'État pour le faire fonctionner

Suite aux communications, les **préoccupations des participants** concernent les points ci-dessous :

- a. étendre le réseau en tant que mouvement ;
- b. prendre les stratégies du niveau horizontal uniquement, c'est-à-dire entre les organisations de la société civile, au niveau vertical (amener les Gouvernements à s'impliquer davantage auprès des OSC) ;
- c. veiller à ce que la loi sur l'aménagement du territoire soit revue pour favoriser l'accès des agriculteurs à la terre ;
- d. aborder les problèmes d'accapement des terres ;
- e. impliquer davantage d'universités et d'institutions ;
- f. intégrer les jeunes et les femmes et leur donner un meilleur accès à la terre et aux ressources ;
- g. influencer les politiques qui favorisent les femmes et les jeunes ;
- h. développer des collaborations, synergies et complémentarités ; et
- i. mettre en lumière les questions liées à l'élevage et à la pêche.

➤ ***Communication : Mécanisme mondial de financement du climat, de la biodiversité, des nutriments alimentaires et de la sécurité alimentaire soutenant l'AE, l'AB et l'AIC pour la souveraineté alimentaire : enjeux, opportunités, défis et perspectives par Emile Frison.***

Cette communication insiste sur le fait que les institutions financières devraient être impliquées dans la facilitation et le décaissement des financements agricoles afin de fournir un soutien solide et de gérer les risques du marché. Un suivi et une évaluation doivent être mis en place pour plus de crédibilité. Cela est lié au fait que les *contraintes majeures sont entre autres*, le manque de financement approprié, le manque de capacités des organisations paysannes pour accéder aux organismes de financement, le manque de connaissances sur les pratiques modernes d'AE et d'AB et les difficultés d'accès aux produits, par exemple aux intrants agricoles, etc.

***Les recommandations faites par le communicateur à l'intention des organismes publics nationaux et supranationaux sont :***

- Promouvoir un cadre d'actions en faveur de l'AE ;
- Développer une planification régionale pour accueillir plus de pays ;

- Renforcer les organismes publics locaux et régionaux de développement agricole ;
- Encourager la structure gouvernementale participative pour mettre en œuvre les politiques disponibles.

A la suite de la présentation, les réactions des participants ont été :

- Le financement est un problème qui nécessite des mesures sérieuses. Les systèmes de financement comme les banques craignent de prendre des risques.
- Il est nécessaire de tendre la main aux agriculteurs et de les organiser pour obtenir des informations de référence sur les critères et celles nécessaires à ces organismes de financement.
- Les agriculteurs devraient être aidés à maintenir de bonnes pratiques pour répondre aux exigences des organismes de financement.
- Des subventions devraient également être offertes aux agriculteurs prospères.

➤ **Communication : Mécanismes de financement de la transition agroécologique des AB et AIC dans l'espace CEDEAO et partage de l'étude sur le financement de l'agroécologie par Elise Juguet**

La pandémie de Covid 19 et les guerres récentes telles que celle entre l'Ukraine et la Russie ont accru la menace pour la sécurité alimentaire. Cela a également nécessité l'expansion de l'agroécologie (AE), car elle contribue à atténuer les changements climatiques et la dégradation des sols à l'échelle mondiale. Des financements sont nécessaires pour gérer ces problèmes de dégradation des sols, des impacts des changements climatiques, etc. En plus des subventions, certains pays demandent des prêts auprès de diverses sources pour accélérer l'AE.

Le Fonds vert pour le climat (FVC) est un élément essentiel de l'accord historique de Paris, le plus grand fonds climatique au monde, mandaté pour soutenir des voies de développement à faibles émissions et résilientes au changement climatique. En tant qu'entité opérationnelle du mécanisme financier de la CCNUCC, le FVC est devenu un élément essentiel de l'architecture mondiale de financement du climat - mobilisant 10 milliards de dollars lors de sa première reconstitution et investissant dans des projets climatiques transformationnels d'une valeur de plus de 40 milliards de dollars dans plus de 100 pays dont plusieurs Etats de la CEDEAO en ont bénéficié. Le FVC dispose de huit domaines d'intervention (moyens de subsistance, santé agriculture et sécurité alimentaire, écosystème et service écosystémique, environnement bâtis, énergie et transport propre, efficacité énergétique, Forêt et utilisation des sols) couvrant ainsi les actions d'Agroécologie avec six critères d'investissement. Les pays soumettent des propositions répondant aux exigences du FVC à travers les entités accréditées.

### **Réaction du Directeur de l'agriculture et du développement rural de la CEDEAO :**

- Les fonds actuels sont concentrés sur des objectifs agricoles conventionnels.
- Il y a aussi des secteurs intégrés qui ont leur propre financement qui est conventionnel. Mais les intérêts sont au-delà des deux (02) organismes.
- Bien que prioritaire, l'agriculture ne peut pas dépenser au-delà de la ligne budgétaire prévue d'autant qu'il faut aussi répondre à d'autres besoins inscrits dans les budgets des États malgré les efforts et la volonté politique des gouvernements. Par exemple, la déclaration de Maputo et de Malabo prévoit que 10% du budget d'un pays soit consacré à l'agriculture. C'est un signe de volonté politique.

- Mais la question est de savoir si cette mesure est mise en œuvre par les pays concernés.
- Il convient de noter qu'il n'existe aucune obligation pour les pays de mettre en œuvre ou non ces mesures.
- Et même si des fonds sont débloqués, ils ne sont souvent pas directement destinés aux agriculteurs. Au lieu de cela, la plupart de ces fonds sont dépensés dans la construction de maisons gigantesques et l'achat de voitures plutôt que dans l'investissement agricole.
- Est-ce que nous comprenons l'agroécologie ? Rappelons que plus de 75 % de nos exploitations familiales sont agroécologiques depuis plus de 10 ans. Cela pose également beaucoup de confusion.
- Nous n'avons pas besoin de parler de transition agroécologique dans l'agriculture, car nous y sommes déjà.
- Nous devrions nous engager davantage dans l'intensification et dans une forme d'intensification plus fructueuse.

### **Interactions avec le public :**

- Faire du financement agricole une priorité ;
- Combien d'opportunités de financement fonctionnent réellement efficacement compte tenu de la mise en œuvre inefficace de la déclaration de Malabo jusqu'à présent par les Gouvernements.
- Concrètement, qui sont les bénéficiaires des subventions agraires ?
- Quel est le délai pour accéder aux fonds approuvés ?
- Avons-nous des politiques de soutien pour développer et protéger l'agroécologie et ces politiques apportent-elles un soutien adéquat ?
- Il s'agit d'un appel aux pays pour qu'ils se réévaluent, se repositionnent sur l'AE et s'alignent sur les meilleures pratiques mondiales.
- Ces mesures sont nécessaires pour préserver la terre pour les générations à venir tout en conservant une réserve naturelle.

Il est également nécessaire de gérer correctement les fonds climat afin de garantir leur utilisabilité et leur rentabilité, ainsi que leur pouvoir de rotation pour couvrir la région après la contribution initiale

### **2.2.2. Des panels**

➤ *Panel : mécanismes de financement au niveau régional, national et local de l'AE, de l'AB et de l'AIC (climat, biodiversité, sécurité alimentaire et nutritionnelle, etc.) pour la souveraineté alimentaire : enjeux, opportunités, défis et perspectives, animé par Dr Cheick Omar*

Intervenants : Ministère des Finances du Nigéria, FIDA, BAD, CIRAD, Ministère de l'Agriculture du Bénin, du Nigéria et du Sénégal, Judas (présentateur en ligne), FFORA, Banque Agricole Sénégal.

Certains des défis à prendre en compte en tant que moteurs de l'agroécologie ont été discutés, allant de :

- Réduction des émissions de carbone
- Agroécologie transformatrice
- Impliquer davantage d'institutions financières dans le financement.
- Mener un certain nombre de recherches

- Nécessité de renforcer le réseau des parties prenantes
- Croissance de l'implication du secteur privé dans l'agroécologie
- Revoir les financements régionaux. Certains financements sont contre l'agroécologie.
- Chevauchement des institutions financières dans la transformation du financement.
- Risque d'évaluation foncière.
- Faible participation des agriculteurs à l'élaboration des politiques

***On note également que :***

- Le FIDA défend l'agroécologie depuis sa création. Le FIDA veille à ce que 60 % de ses fonds soient consacrés aux pratiques agricoles.
- Il existe des fonds provenant du Fonds mondial, du Fonds d'adaptation, Fonds Vert pour le Climat, du Fonds dédié à la biodiversité, du secteur privé pour intégrer des programmes dans les pays.
- Les gouvernements travaillent sans relâche mais doivent faire davantage.
- Il existe des fonds domestiques mis en place par les Etats qui sont dédiés au financement de l'adaptation et particulièrement à la résilience agricole.

Etat de mobilisation de \$100 millions par an promis par les pays développés dans le cadre de l'action climatique en faveur des pays en développements après la COP 21 de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont déjà mobilisé au moins des ressources auprès du Fonds vert pour le climat et fonds d'adaptation mais l'enjeu demeure la réallocation des ses ressources à plus d'action portant sur l'AIC et l'Agroécologie

**Recommandations :**

- Il est nécessaire de faire du lobbying auprès des décideurs pour plus d'affectation des ressources à l'AIC, l'agroécologie dans la conception des projets à soumettre au mécanismes financiers et climat et autres ;
- Encourager les instances régionales à la réalisation une étude régionale sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest.
- Il est très important d'établir et/ou de renforcer le partenariat avec le secteur privé sur la question de l'agroécologie et de l'AIC.
- Il est nécessaire d'avoir un engagement holistique en matière d'agroécologie
- Réduire la dépendance à l'égard des donateurs étrangers et renforcer les stratégies de financement à l'échelle local.

Encourager et soutenir les banques à mettre en place des programmes spéciaux et des lignes de crédits spécifiques à l'agroécologies /AIC afin de fournir des crédits adaptés à tous les acteurs en particulier aux femmes

➤ ***Panel : Pratiques agricoles résilientes – Exploitation et gestion durables et inclusives des terres agricoles et pastorales pour prévenir les conflits entre les utilisateurs des ressources.***

**Intervenants :** COFENABVI, CNCR, CILSS, CIKOD – Ghana et FNGN

### **Premier exposé de M. Ouedraogo Rasoiane – Secrétaire Exécutif, COFENABVI**

Il a commencé par affirmer que la faible production et le manque de prairies dans de nombreux endroits sont deux des faiblesses de l'industrie bovine. Deux initiatives menées par deux groupes au Burkina Faso et au Niger tentent de résoudre les problèmes liés à la filière bovine.

Au Burkina Faso, par exemple, des mesures ont été prises pour accroître la productivité du bétail et atténuer les tensions entre éleveurs et agriculteurs. Des ânes d'une nouvelle espèce sont élevés dans les fermes. Des biodigesteurs ont été utilisés pour produire des aliments de haute qualité en récupérant les restes de plantes, comme les tiges de maïs, qui sont jetés après la récolte et mélangés à des additifs supplémentaires, comme le sel.

### **Deuxième exposé de Madame D'Issa – CNCR, Sénégal**

La gestion durable des pâturages/herbes, l'implication des décideurs politiques (plaidoyer), la promotion de la gestion des pâturages/herbes, le compostage et la biodiversité sont les principaux domaines de concentration du CNCR. Le système de micro-irrigation est l'un de leurs principaux domaines d'intérêt et de leurs stratégies de gestion de l'eau, qui permet aux petits exploitants agricoles d'accéder à l'eau pour leurs cultures et leur bétail. En outre, les pratiques d'élevage durables sont prises en compte.

A travers la formation et la médiation en agroécologie, le CNCR organise la production durable au niveau familial pour le plaidoyer. Afin de contribuer à la durabilité de la production alimentaire et de l'alimentation animale, tous les acteurs et parties prenantes sont également impliqués. Elle a terminé en déclarant que parce que les femmes sont au début, au milieu et à la fin de tout, elles jouent un rôle important dans la gestion des conflits.

### **Troisième présentation du Dr Maguette Kaire – CILSS**

Dr Maguette affirme que la CEDEAO a mis au point les meilleures méthodes d'agroécologie et que le CILSS est là pour étendre les programmes qui ont été mis en œuvre. Afin de gérer le bétail face à la violence, la CEDEAO a établi des régions d'élevage et de pastoralisme. En outre, des systèmes d'élevage mobile ont été observés. Ils ont créé un système qui cartographie l'élevage mobile hebdomadaire des animaux de pâturage. En conséquence, les pays membres étudient désormais les moyens de réduire les problèmes lors des déplacements hebdomadaires de pâturage.

### **Quatrième présentation de M. Kafui Mensan – CIKOD, Ghana**

Selon M. Mensan, les éleveurs de bétail venus de pays comme le Niger et le Mali se rendent au Ghana depuis des décennies à la recherche de pâturages pour leur bétail. Le pays est généralement paisible et il existe des marchés de bétail, ce qui nécessite un afflux important de bergers. Les conflits liés à la gestion de l'eau et à l'utilisation des terres ont toutefois rendu ces tendances extrêmement problématiques dans de nombreuses régions du Ghana. En raison de l'abondance des pâturages et du grand nombre d'éleveurs, ces derniers laissent désormais leurs animaux paître dans les champs des agriculteurs, ce qui détruit les récoltes. Le Ghana dispose d'un organisme chargé de gérer ces conflits afin de résoudre ce problème. Un conflit au sein de la communauté en 2018 a conduit à l'expulsion de tous les éleveurs, ce qui a entraîné la perte de personnes, d'animaux et de biens. Des lois visant à résoudre ces problèmes ont maintenant été proposées par le gouvernement et la communauté. L'accord conclu au niveau national, qui est accessible sous l'égide du tribunal coutumier, n'a pas été reconnu par la convention de la CEDEAO sur la circulation

des animaux. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs seront atténués et résolus une fois ces lois harmonisées.

### **Cinquième présentation de Madame Kendo Bibiata – FNGN, Burkina Faso**

En creusant de minuscules tranchées et trous pour réduire l'érosion, le ruissellement des eaux et les systèmes de conservation de l'eau, la FNGN réhabilite les pâturages dégradés dans le but de mettre fin à ces conflits. En raison de l'ampleur des dégâts, elle a développé des techniques de reforestation des zones dégradées en semant des graines dans de minuscules trous, ce qui favorisera la couverture végétale dans environ quatre ans. Pour améliorer la croissance initiale du mil et planter des graines d'un arbre résistant et adapté à la zone, une autre méthode consiste à creuser des trous de 20 cm de diamètre et à planter du compost et des grains de mil. La bonne implantation des deux plantes sera favorisée par la culture intercalaire de graines de mil et d'arbres avec du compost. Une autre méthode consiste à creuser des trous semi-circulaires pour les graines à planter afin de créer une structure économe en eau qui diminue le taux d'évaporation et maintient la croissance des plantes semées.

En raison du manque de terres pour le pâturage des animaux, ces méthodes ont été utilisées pour restaurer de nombreux pâturages endommagés, rendant ces zones à nouveau attrayantes et réduisant la fréquence des conflits. Afin de garantir que tout le monde participe à la recherche d'une solution pacifique et durable aux conflits, des discussions sont en cours sur la manière d'entretenir les pelouses et les pâturages existants grâce au partage des connaissances et des informations ainsi qu'à l'échange d'idées.

#### **Recommandations**

- Participer de manière inclusive à la prise de décision sur la gestion des quelques ressources disponibles et à la résolution des conflits d'intérêts et tous les acteurs ou parties prenantes doivent s'y atteler.
- Régler les conflits au niveau du village ou de la communauté car ils sont les meilleurs endroits.
- Indiquer avec précision les itinéraires de pâturage et impliquer les chefs de village ou de communauté ainsi que toutes les parties concernées.
- Utiliser des branches d'arbres et des marqueurs de coloriage pour aider les bergers à suivre les limites définies.
- Respecter les couloirs établis par la CEDEAO pour la transhumance afin de décourager les déplacements sur les routes illicites.
- Encourager les communautés à effectuer des recherches sur les méthodes locales d'amélioration et de multiplication des semences afin de créer des pâturages dans les zones de transit.
- Respecter les lois qui régissent les communautés dans lesquelles éleveurs étrangers vivent ; ceci est une obligation pour eux.

#### ***Panel : Exploitation et gestion des ressources forestières et halieutiques pour la durabilité, l'augmentation des revenus des agriculteurs et la souveraineté alimentaire***

**Intervenants :** Abdoulaye SAMBA FENAJIE (Pêche, Sénégal) et Amadou Mouktar Sala BA (Fédération des Producteurs d'Arbres Fruitiers du Fouta Jalon, Guinée)

#### **1. Positions et avancées majeures des différents groupes d'acteurs :**

<b>Sylviculture :</b>	<b>Pêche (FENAGIE) :</b>
-----------------------	--------------------------

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation de divers acteurs pour restaurer la végétation et lutter contre la désertification dans le Fouta Djallon.</li> <li>• Développement de projets forestiers, notamment de culture de café et de banane, soutenus par la formation des pépiniéristes.</li> <li>• Intégration de pratiques agroforestières, telles que l'utilisation des feuilles comme matière organique et la promotion de l'infiltration des eaux de pluie.</li> <li>• Développement de la pisciculture et recyclage des déchets de poissons pour l'agriculture.</li> <li>• Mise en œuvre de politiques nationales de reforestation pour faire face au changement climatique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution des stocks de poissons en raison de la surpêche et du changement climatique.</li> <li>• Initiatives visant à réduire l'effort de pêche et à mettre en place des périodes de repos biologique.</li> <li>• Projets de reforestation de mangrove, d'ostréiculture et d'apiculture.</li> <li>• Création de récifs artificiels pour favoriser la reproduction des poissons.</li> </ul>
--	---

### Recommandations

- Le Sénégal devrait accorder des concessions aux pêcheurs artisanaux pour une gestion durable des ressources.
- Nécessité de mécanismes de financement durables, tels que des taxes sur les produits exportés.
- Intégration de la foresterie et de la pêche dans les révisions des politiques.
- Renforcer les cadres existants en matière de régime foncier, d'agroécologie, etc.
- Promotion d'initiatives intégrées combinant pêche, reforestation et autres activités.
- Plaidoyer pour le soutien gouvernemental aux pêcheurs artisanaux.
- Les approches communautaires sont essentielles pour une gestion réussie des ressources naturelles.
- Soutien des décideurs politiques et des partenaires au développement à la mise à disposition des ressources adéquates aux populations paysannes pour promouvoir des pratiques durables.

### *Panel: Rôle des jeunes et des femmes dans la promotion de l'AE, de l'AB et de l'AIC : quelles stratégies et approches de soutien*

Le panel 5 avait pour mission d'examiner la question du rôle des jeunes et des femmes dans l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture climato-intelligente. Une trentaine de participants ont effectivement pris part aux débats de cette session qui a été modérée par le Prof. Karamoko DIARRA du Sénégal appuyé par Oluwakemi IREKHORE du Nigéria et Laurent QUENUM d'Inter-réseaux pour la restitution.

Rôles	Défis
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rôles des femmes et des jeunes sont étroitement liés et ne peuvent pas être clairement définis.</li> <li>• Ces deux groupes jouent un rôle dans tous les aspects de la chaîne de valeur de l'agroécologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat. Ces domaines comprennent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Défrichement des terres</li> <li>- Travail du sol</li> <li>- Plantation et culture</li> <li>- Récolte</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible accès à l'information et au renforcement des capacités</li> <li>• Non-propriété foncière et faible accès à la terre</li> <li>• Accès difficile au crédit : procédures de prêt strictes, exigence de garanties, etc.</li> <li>• Faible accès au marché : marché éloigné, faible information sur le marché.</li> <li>• Accès limité à la technologie</li> <li>• Accès limité aux moyens d'influencer les politiques</li> <li>• La culture africaine qui empêche les femmes et les jeunes de s'exprimer et de mettre en valeur leur potentiel</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Technologies post-récolte (transformation, valorisation et conditionnement)</li> <li>- Commercialisation</li> <li>- Production et ventes d'intrants</li> <li>- Diffusion d'informations et plaidoyer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation de méthodes de production anciennes, pénibles et laborieuses, rend le travail fastidieux pour les femmes et peu attrayant pour les jeunes.</li> <li>• Faible niveau d'intérêt et de participation des jeunes à l'AE, à l'OA et à l'AIC</li> <li>• Infrastructures insuffisantes et environnement peu propice à l'exploitation</li> <li>• Accès limité aux intrants</li> <li>• Occidentalisation de la jeunesse</li> <li>• Faire en sorte que l'attitude rapide des jeunes les dissuade de participer à l'AE et à l'OA</li> </ul>
--	---

## Recommandations

- Comblent le vide en proposant des programmes de formation, d'apprentissage et d'incubation d'entrepreneuriat pour les jeunes sur l'AB et l'AE.
- Introduire un système de production à cycle court attirera davantage les jeunes ;
- Déployer des avancées technologiques dans les pratiques d'AE et d'AB améliorera la production des femmes et des jeunes.
- Mettre en place d'infrastructures telles que des installations d'irrigation, une alimentation en énergie solaire et des équipements agricoles par les gouvernements.
- Changer l'architecture d'AE et d'AB pour les rendre plus attractives pour les femmes et les jeunes.
- Maximiser le potentiel de la vaste population de jeunes en Afrique.
- Offrir des opportunités aux femmes et aux jeunes de s'exprimer et d'être pertinents.
- Créer des réseaux de jeunes et de femmes en EA et OA pour des expériences d'apprentissage partagées.
- Engager les jeunes dans la documentation et la numérisation de l'AE et de l'AB.
- Présenter des exemples de réussite, de potentiels de création d'argent et d'opportunités d'investissement dans l'AE et l'OA encouragera davantage d'intérêt et de participation.
- Améliorer l'accès à la terre.
- Inclure de l'AE et de l'AB dans les programmes scolaires.
- Introduire l'agriculture numérique comme cours de niveau tertiaire augmentera la participation des jeunes.
- Faciliter la fabrication d'outils agricoles simples (portatifs et motorisés) par le gouvernement pour réduire la pénibilité du travail.

***Panel : Intrants agroécologiques et biologiques (engrais, pesticides), quelles collaborations, quel soutien pour une plus grande production, une plus grande qualité et un meilleur accès aux marchés***

**Intervenants :** FERME SCOLAIRE SAIN, BIOPROTECT, CNABIO, ENDA et CIRAD

### **Première présentation de M. Arsène Savadogo – PDG, Bioprotect**

Il a commencé par dire que les défis liés à la fertilité des sols étaient élevés en raison de la quantité d'engrais chimiques utilisés dans l'agriculture. Aider les agriculteurs à développer des alternatives qui augmenteront la productivité l'a conduit à créer cette entreprise. L'entreprise est une unité de production et de commercialisation d'intrants organiques (biopesticides et amendements organiques) à base de ressources naturelles locales. Ils transforment et commercialisent les matières premières et fournissent une assistance technique aux personnes souhaitant s'engager dans une production écologique/biologique. Ils produisent des micro-organismes que les agriculteurs ajoutent au compost pour améliorer la

décomposition. Les micro-organismes protègent les plantes des maladies et améliorent la santé des sols. Il a plaidé pour l'éducation des producteurs sur les avantages pour la santé de la production de cultures biologiques. Il a suggéré que tous les produits conventionnels entrant dans un pays contiennent beaucoup de pesticides et devraient donc être soumis et approuvés par les organismes de réglementation de ce pays. Il coordonne un consortium multipartite (composé de l'INERA, de l'IRD, de l'ARFA, etc.). bioprotect est soutenu par Sinergi Burkina par le biais de capitaux privés.

### **Deuxième présentation de Kabore Canime Gareppo (CNABIO)**

Il a évoqué l'ensemble des produits bio et a indiqué que le Conseil national de l'agriculture biologique a été créé pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les Burkinabè. Il a indiqué qu'il est nécessaire de disposer d'un cadre d'organisation, de concertation, d'élaboration de plans d'action pour les promoteurs d'une agriculture saine (un cadre qui leur permettrait de se renforcer mutuellement et de faire entendre leur voix). Ces stratégies mises en avant aujourd'hui doivent être validées par l'approbation des nombreux acteurs présents à ce forum pour accélérer leur adoption. Le Conseil national de l'agriculture biologique a été créé pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les Burkinabè.

### **Troisième présentation de ENDA**

Il a déclaré que l'Action pour le développement de l'environnement dans le tiers monde est une organisation internationale à but non lucratif fondée en 1980 et basée à Dakar, au Sénégal. L'organisation a été créée en raison des dommages observés sur leurs produits horticoles, aggravés par l'application de produits chimiques. Elle a travaillé davantage avec les femmes, car elles attendaient avec impatience les résultats. Des politiques sont en place pour aider les agriculteurs avec des incitations pour les bio-fertilisants et les bio-pesticides, mais il manque une structure pour que les producteurs puissent vendre leurs produits. Ils ont observé que l'agro-écologie est la première étape de la lutte contre les dommages, et que les producteurs doivent être conscients des types de ravageurs/maladies qui attaquent leurs exploitations afin de rechercher des traitements appropriés. De plus, les pratiques agricoles efficaces sont mises en œuvre à l'échelle locale, ce qui limite la capacité des acteurs à se développer. Le gouvernement a mis en place des subventions, mais la concurrence extérieure empêche les praticiens locaux d'y accéder.

### **Quatrième présentation de M. Eric Scopel (CIRAD, France)**

Selon le présentateur, l'organisation travaille avec ses partenaires pour construire des connaissances, des solutions et inventer des systèmes agricoles résilients pour un monde plus durable et inclusif. Elle mobilise la science, l'innovation et la formation pour atteindre les objectifs de développement durable. Elle accompagne l'ensemble des acteurs, des producteurs aux décideurs politiques, pour favoriser la production de biodiversité, la transition agroécologique, la durabilité des systèmes alimentaires, le développement durable des territoires ruraux et leur résilience au changement climatique. Il a suggéré une intégration de la fumure organique et d'autres bonnes pratiques agroécologiques pour réduire les coûts, améliorer l'efficacité des agriculteurs dans le contrôle des mauvaises herbes en plus de choisir des variétés/espèces améliorées.

### **Cinquième présentation de Gbewoo Pascal (Ferme scolaire SAIN)**

Selon le présentateur, sa famille n'a pas soutenu sa décision de se lancer dans l'agriculture biologique et agroécologique à l'âge de trente ans. Il a commencé par produire des engrais non synthétiques, puis a

ajouté de la valeur grâce au recyclage et à l'agriculture intégrée. C'était difficile au début, mais il a persévéré, sachant que l'avenir était prometteur. Sa plus grande difficulté est de faire évoluer l'innovation car les gens ne sont pas intéressés à le rejoindre. Aujourd'hui, son entreprise s'est développée pour former des jeunes et produire trois types d'engrais, qui sont en cours de certification.

### Recommandations

- Former et encourager les agriculteurs à produire leurs propres intrants biologiques.
- Grâce à des collaborations, les chercheurs et les institutions agroécologiques peuvent former des personnes qui enseigneront aux agriculteurs locaux la quantité/le dosage des bio-intrants nécessaires pour nourrir et non tuer les cultures.
- Etablissement par la CEDEAO d'un plan d'élimination progressive des HHPS dans la région qui éclairera la recherche et incitera les investissements dans la région. Cela incitera également les grandes entreprises à investir dans ces alternatives sûres.
- Renforcer économiquement la région et ses membres, en réduisant les importations d'aliments et d'intrants (nous ne pouvons pas continuer à importer plus de 50 % des aliments et des intrants agricoles).
- Fournir des incitations et des orientations contre les investissements et les politiques qui compromettent nos sols, notre eau et rendent les agriculteurs dépendants des intrants externes.
- Création par la CEDEAO et ses membres d'un fonds spécial d'agroécologie pour fournir des incitations à la production et à la recherche ainsi que des fonds pour améliorer les intrants biologiques.
- Organiser une conférence pour identifier les obstacles à la production, à la mise à l'échelle et au partenariat pour la production d'intrants biologiques.
- Encourager les programmes de financement bio à allouer 50 % de la production et de l'approvisionnement en intrants bio aux exploitations.
- Accorder des incitations, des allègements fiscaux et des subventions aux agriculteurs biologiques et agroécologiques.
- Collaborer et encourager le partenariat de la CEDEAO avec les entreprises de biofertilisants pour augmenter le rendement, réduire considérablement les coûts de production, améliorer la sécurité alimentaire durable avec des solutions agro-parfaites qui sont des intrants biologiques testés, éprouvés et approuvés.

### **Panel : AE-AB et enjeux liés aux questions critiques du secteur ASPH (Gestion durable des ressources naturelles/terrestres et de la biodiversité – genre/inclusion – SPG-Numérisation)**

**Intervenants :** Heinrich-Boll-Stiftung et ActionAid, Mamadou Sissoko, Chariton Namuwoza

Effet des pesticides dangereux en Afrique de l'Ouest	Dynamique de l'évolution des terres agricoles et pastorales, des espaces forestiers et des ressources halieutiques : enjeux et défis
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les pesticides et les herbicides représentent un grand danger pour la santé humaine et sont reconnus comme étant la cause du cancer.</li> <li>- Les données démontrent une intoxication alimentaire importante due aux conservateurs chimiques utilisés sur les céréales et les légumes, ainsi qu'à l'utilisation de pesticides et d'herbicides.</li> <li>- La plupart des produits alimentaires exportés vers l'Europe et l'Amérique sont rejetés en raison de leur teneur importante en produits chimiques toxiques résultant des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible production et résultat</li> <li>- Manque de certification</li> <li>- Emballage de mauvaise qualité</li> <li>- Faible valeur ajoutée</li> <li>- Manque de marché</li> <li>- Faible sensibilisation des consommateurs</li> <li>- En général, seuls les gros agriculteurs ont accès aux subventions.</li> </ul>

traitements appliqués pendant la production après la récolte.	
---	--

### Recommandations

- Mettre en place des politiques qui placent l'Afrique au centre de son propre développement.
- Elever des animaux facilement adaptés à l'environnement africain.
- Se concentrer davantage sur la production de biofertilisants.
- Faciliter l'accès des agriculteurs au financement public et à toutes les autres sources de financement.
- Faciliter l'accès des femmes à la terre et aux autres ressources pertinentes de productions.

### 2.2.3. Des travaux de groupe

#### Thème : Développement de stratégies et ancrage entre les différentes institutions et mécanismes de financement

N° de série	Organismes de financement	Cartographie	Stratégies d'accès aux fonds	Synergie entre les organismes de financement et de mise en œuvre
1	Fonds pour pertes et dommages	Mondial	Développer un programme clair d'agroécologie	Invitation des organismes de financement aux réunions régionales
2	Fonds écologique	Mondial	Invitation des organismes de financement à participer à des réunions/événements régionaux	Assister aux réunions et aux événements où les organismes se réunissent.
3	Union européenne	Mondial	Partager avec eux le communiqué/résultat de chaque réunion du forum	Partenariat avec des organismes de financement pour mener à bien des projets d'agroécologie
4	Fonds pour l'environnement mondial	Mondial	Effectuer des recherches pour savoir quels fonds sont disponibles pour l'agroécologie au sein de chaque organisme de financement	Fournir les informations et les statistiques nécessaires qui aideront les organismes de financement et le gouvernement.
5	Banque africaine de développement	Continental	Rendre publiques et accessibles les recherches menées dans le cadre de l'agroécologie	Aider les organismes de financement à comprendre comment l'agroécologie peut résoudre de nombreux problèmes liés à la durabilité alimentaire, à la sécurité alimentaire, à la santé et à la conservation.
6	FIDA	Mondial	Avoir l'intention de participer à une réunion interne pour discuter de l'importance de l'agroécologie	
7	Centre pour l'environnement vert	Nigeria	Créer l'opportunité de s'associer avec les différents organismes de financement pour développer et réaliser des projets/activités.	
8	Banque de travail	Mondial	Profil de l'orientation de la recherche et du plan de financement actuel de ces organismes de financement	
9	FAO	Mondial	Avoir une seule voix en tant que région/pays de la CEDEAO	
10	Fonds d'adaptation	Mondial	Élaboration d'une note conceptuelle adaptée à l'agroécologie en accord avec leur	

			priorité	
11	Agence de développement rural	Nigeria	Fournir des statistiques vérifiables des activités déjà réalisées pour justifier les demandes.	
12	FADAMA	Nigeria	Identifiez les personnes qui peuvent parler en notre nom dans les différents bureaux où les fonds pour l'agroécologie sont planifiés/budgétisés.	
13	Commission internationale du Japon	Mondial	Créer une coopérative agricole pour pouvoir attirer des fonds.	
14	Fonds vert pour le Climat (FVC)	Mondial	Développer des projets qui prennent en compte des priorités de l'agroécologie et l'AIC en conformité aux six critères d'investissement du Fonds.	
15	NOUVELLE CARTE	Nigeria	Implication/mobilisation des femmes et des jeunes pour rechercher des fonds pour l'agroécologie.	
16	Aide Suisse	Mondial	Aider les agriculteurs à avoir une bonne compréhension totale de l'agroécologie pour les retours d'expérience.	
17	Coopération allemande (Giz)	Mondial	Créer/fournir un centre de connaissances pour l'information sur l'agroécologie	
18	ActionAid		Mener des recherches et créer des entreprises autour de l'agroécologie pour montrer comment nous pouvons résoudre des problèmes qui intéressent les donateurs.	
19	Corée du Nord		L'agroécologie doit avoir un récit holistique qui peut être utilisé comme argument de vente pour attirer des fonds / des organismes de financement	
20	ÉTINCELLE		Amplification de l'intégration de l'élevage dans l'agroécologie pour attirer plus d'attention.	
21	Solidarité	Afrique du Sud	Créer des réseaux internes et externes au sein de ces organismes de financement	
22	NCF	Nigeria	Promouvoir l'agroécologie dans une perspective de santé.	
23	Fonds communautaire mondial	Mondial	Accroître le plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans tous les forums agricoles aux niveaux étatique, régional, national et international.	
24	Crédit carbone	Mondial	Impliquer les médias pour aider à amplifier la voix et les activités déjà menées autour de l'agroécologie.	
25	AFD	France	Tenir nos chefs d'État responsables des accords conclus	

			et des déclarations bilatérales signées autour de l'agroécologie au niveau régional.	
26	Université de technologie de l'information	Mondial	Utiliser une approche ascendante combinée à une approche descendante pour créer des fonds à partir de soi-même jusqu'aux niveaux étatique, régional, national et international.	
			Comprendre comment chaque État/pays fonctionne afin de savoir comment approcher le gouvernement en matière d'agroécologie.	
			Nous devons faire pression pour un partenariat public-privé afin de renforcer la durabilité en matière de financement et de soutiens supplémentaires.	
			Preuve de capacité à utiliser des fonds pour l'agroécologie afin d'améliorer la solvabilité.	

Stratégies d'accès aux fonds	Synergie entre les organismes de financement et de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer un programme clair pour l'agroécologie ;</li> <li>- inviter les organismes de financement à participer aux réunions et événements régionaux ;</li> <li>- partager avec eux les résultats de chaque réunion du forum ; mener des recherches pour déterminer quels fonds sont disponibles pour l'agroécologie au sein de chaque organisme de financement</li> <li>- rendre les recherches menées dans le cadre de l'agroécologie accessibles au public ;</li> <li>- participer intentionnellement à des réunions internes pour discuter de l'importance de l'agroécologie ;</li> <li>- écrire l'orientation de la recherche, les intérêts et le plan de financement actuel de ces organismes de financement ;</li> <li>- avoir une voix unique en tant que région de la CEDEAO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter les organismes de financement aux réunions régionales ; assister aux réunions et événements où les organismes se réunissent ;</li> <li>- fournir les données et les statistiques nécessaires pour aider les organismes de financement et le gouvernement ;</li> <li>- et aider les organismes de financement à comprendre les façons dont l'agroécologie peut répondre à de nombreuses questions relatives à la sécurité alimentaire, à la durabilité, à la santé et à la conservation.</li> </ul>

**Thème : Améliorer l'accès des réseaux d'OP et d'OSC aux différents mécanismes de financement (climat, biodiversité, sécurité alimentaire et nutritionnelle, etc.)**

**Des progrès majeurs sur la situation**

- De nombreux fonds de financement internationaux, peu connus et maîtrisés par les OSC/OP, souvent gérés par des ministères
- Stratégies, politiques, cadres réglementaires en faveur du climat, de l'AE, etc. mais changeants et instables, dont beaucoup sont liés aux gouvernements (élections, gouvernance, etc.)
- Selon les pays, on observe une structuration et un niveau de maturité inégaux de la société civile et des partis politiques.
- Niveau de dialogue avec les gouvernements très fluctuant et sporadique
- L'existence de cadres de concertation multi-acteurs dans certains pays améliore l'accès à ces financements pour les OP/OSC.

### **Défis pour l'accès au financement des OP/OSC**

- L'accès à l'information sur l'existence de ces fonds et leur fonctionnement est limité, notamment parmi les OSC et les paysans.
- Capacité et compétences des OP/OSC à pouvoir conduire un processus de demande et d'accès à ces fonds (lourdeur et complexité des procédures)
- Taille des projets et consortiums sollicités : difficulté de montage de projets multi-acteurs (manque de synergie dans la recherche de financements entre OP/OSC) aux niveaux national et régional.
- Retard dans le montage du projet et déconnexion avec les problématiques évolutives de l'agriculture et de l'élevage
- Dilution des financements entre agriculture intelligente face au climat, agroécologie, agriculture biologique, etc. Et manque d'inclusion de l'élevage, du pastoralisme et de la pêche
- Perception de l'agroécologie comme réponse aux défis du secteur agricole

### **Actions, mesures pour les OSC/Ops**

- Développement de mécanismes de financement propres (mutuelles solidaires, etc.) pour le territoire
- Renforcer les synergies entre les acteurs avec des plateformes fonctionnelles : la confiance et non la concurrence
- Au niveau national entre OP/OSC et ALSO avec les gouvernements/PTF
- Au niveau sous-régional
- Capitaliser pour améliorer le plaidoyer aux niveaux national et sous-régional
- Développer un dialogue direct avec les PTF pour indiquer les priorités de financement

### **Des actions, des mesures attendues de la part des politiques**

- Respecter les recommandations faites à Maputo d'allouer 10% du budget minimum de l'État à l'agriculture
- Augmenter le financement du budget de l'État en faveur de agroécologie par rapport à l'agriculture conventionnelle
- Mettre en place des assurances/garanties permettant aux agriculteurs d'accéder à des prêts à des taux raisonnables auprès des institutions financières
- Alignement des stratégies et des politiques au niveau national = dialogue intersectoriel nécessaire lorsque les fonds et les compétences sont répartis entre différents ministères (environnement, agriculture, etc.) et au niveau régional.

## **Recommandations**

### **1. Rôles des réseaux (ROPPA, WAFRONET, 3AO, etc.)**

- i. Transmettre des informations sur les fonds et les modalités de leur utilisation à ses membres
- ii. Formation, accompagnement et accompagnement des membres/plateformes nationales dans le montage/suivi de projets, la compréhension des procédures, etc.
- iii. Renforcement des membres et des plateformes nationales sur la gouvernance, la structuration, etc.
- iv. Structurer et renforcer le plaidoyer auprès des États et de la CEDEAO

## 2. Rôle de la CEDEAO/ARAA

- i. Mécanisme de financement propre au sein de la CEDEAO pour les OP/OSC des pays membres (fonds apportés par le secteur privé et mesures fiscales), cogéré et co-suivi avec les réseaux sous-régionaux, avec une réelle inclusion des femmes, des jeunes et de l'ensemble du secteur agricole
- ii. Accompagner les États dans la mise en œuvre de la politique agroécologique en favorisant l'intersectorialité

## Thème : Systèmes de Garantie Participatifs (SGP), perspectives commerciales régionales et normalisation

<b>Question 1 : Quels sont les plans d'action pour l'harmonisation des SPG en Afrique de l'Ouest ?</b>	<b>Question 2 : Quelle organisation devrait diriger le processus d'harmonisation et quels rôles spécifiques doivent-elles jouer ?</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le SPG est essentiel pour le commerce.</li> <li>• La certification étrangère telle que l'ECOCERT de l'UE était très coûteuse et nécessitait la mise en place d'un SPG harmonisé dans toute la région.</li> <li>• Il est nécessaire d'harmoniser les normes et les SPG au niveau régional.</li> <li>• Chaque pays devrait au moins harmoniser ses normes et ses PGS avant de les présenter à la région.</li> <li>• Le plan d'harmonisation des SPG dans la région de la CEDEAO a été convenu pour la première fois à Accra, au Ghana, en 2018.</li> <li>• D'ici juin 2024, lors d'une réunion technique à Abuja, au Nigéria. Un projet de document a été élaboré et soumis à la CEDEAO pour examen et validation.</li> <li>• Le comité attend toujours les retours de la CEDEAO.</li> <li>• La Gambie, comme quelques autres pays de la CEDEAO, ne dispose pas de SPG.</li> <li>• Il est nécessaire d'aider les pays qui ne disposent pas de SPG à établir leurs normes et leurs SPG.</li> <li>• Le SPG est local et unique à chaque pays.</li> <li>• D'où la raison de l'harmonisation.</li> <li>• Le SPG est uniquement destiné à l'AB.</li> <li>• L'AE s'apparente davantage à la maison dans laquelle existent AB, la permaculture et d'autres formes d'agriculture intelligente face au climat.</li> <li>• Par conséquent, ceux qui doivent être impliqués dans le SPG auront besoin de 2 ans de processus de conversion.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- WAfroNET et 3AO devraient coordonner l'harmonisation des SPG dans toute la région.</li> <li>- Il est également important de disposer d'un comité ad hoc pour piloter le processus.</li> <li>- Le SPG doit être indépendant dans chaque pays mais harmonisé à travers la région.</li> </ul>

- L'étape suivante consiste à recevoir le document examiné et validé par la CEDEAO avant d'engager les parties prenantes pour la validation finale et la mise en œuvre.
- La norme approuvée par la CEDEAO servira de ligne directrice et de norme dans toute la région. Les États membres sont donc tenus de la respecter.

#### *PLAN D'ACTION*

- Il est tout à fait normal que seuls quelques pays disponibles soient impliqués dans le processus.
- Il est urgent de donner suite au projet de document soumis à la CEDEAO.
- Il est nécessaire d'identifier et de nommer des personnes de contact (au moins 2) dans chaque pays pour les échanges relatifs au SPG.
- Tous les acteurs du SPG doivent être identifiés.
- Avoir une définition harmonisée de tous les termes liés à l'AE et à l'AB.
- La nécessité d'établir un point focal en Côte d'Ivoire.
- Mettre à jour le projet validé par la CEDEAO.
- Le plaidoyer en faveur des SPG doit être renforcé au bénéfice des acteurs du libre accès.
- AGRECOL AFRIQUE du Sénégal dispose d'un financement pour soutenir la mise en place de SPG dans la région.

### **Thème : Présentation de l'initiative de recherche-action en cours (Agricord/UE) : réalisations, défis, perspectives.**

Initiatives/projets de recherche identifiés	Défis identifiés	Solutions proposées
<ul style="list-style-type: none"> <li>• FORI : Il s'agit de la filière riz et maraîchage au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal. Sponsorisé par le ROPPA</li> <li>• GAFS : Impliquée dans le secteur céréalière au Mali et au Sénégal. Également sponsorisée par le ROPPA.</li> <li>• SUSTAIN SAHEL : Impliquée dans l'agroforesterie et l'innovation technique en agroécologie. En cours au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal</li> <li>• FAIRs Sahel : Impliqué dans la Recherche Action sur les innovations techniques et technologiques en intensification agroécologique Mali, Burkina Faso et Sénégal</li> <li>• Initiative d'Agriculture Ecologique et Biologique : Participation à la recherche-formation sur la production d'engrais organiques et de bio-réparateurs. Dans 9 pays africains.</li> <li>• D'autres interventions ont été menées dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appui à la sécurité semencière des producteurs maraîchers par la CNOP au Mali</li> <li>○ Projet de recherche-action, fosse à compost, transformation du fumier ménager produit au Togo.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement insuffisant.</li> <li>• Dépendance envers les donateurs étrangers</li> <li>• Les projets sont rarement menés par les agriculteurs eux-mêmes mais par des chercheurs universitaires.</li> <li>• L'accès des femmes et des jeunes à la terre est insuffisant.</li> <li>• Processus complexes d'accès aux ressources pour la recherche privée par les agriculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer au renforcement des capacités des agriculteurs en matière de recherche</li> <li>• Besoin de davantage de bailleurs de fonds autochtones</li> <li>• Les vrais agriculteurs doivent s'impliquer dans la recherche.</li> <li>• Inclusion de tous les genres et même des personnes handicapées dans la mesure de leurs capacités dans les programmes de recherche.</li> <li>• Encourager la création de coopératives parmi les agriculteurs à des fins de recherche.</li> </ul>

#### *Perspectives*

- Les acteurs de l'agriculture biologique doivent impliquer les agriculteurs locaux dans la recherche.
- Le financement des initiatives et des projets devrait passer d'une dépendance vis-à-vis des donateurs étrangers à une dépendance vis-à-vis des sponsors locaux.

**Thème : Améliorations (orientations, mesures et instruments, etc.) des politiques publiques au niveau régional (ECOWAP, PAU) et national pour assurer une meilleure prise en compte des AE, AB et AIC pour la souveraineté alimentaire**

Défis	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Manque de données de financement et d'harmonisation au niveau de la CEDEAO</b>, cela indique la nécessité d'améliorer la collecte et la normalisation des données dans les États membres de la CEDEAO.</li> <li>• <b>Progrès limités sur les initiatives régionales</b> : L'absence de progrès dans la mise en œuvre des initiatives régionales souligne la nécessité d'une coordination et d'un soutien plus forts.</li> <li>• <b>Focus sur l'AE au niveau national</b> : L'accent mis sur l'EA au niveau national suggère la nécessité de mettre davantage l'accent sur la collaboration et l'intégration régionales.</li> </ul>	<p><b>Cadres politiques et institutionnels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Développer des politiques inclusives</b> : Créer des politiques qui impliquent toutes les parties prenantes, y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés.</li> <li>• <b>Renforcer la coopération régionale</b> : Renforcer la collaboration entre les États membres de la CEDEAO pour promouvoir l'AE, l'OA et l'AIC.</li> <li>• <b>Mettre en place des plateformes de dialogue</b> : Créer des plateformes de discussions régulières et d'échange de connaissances entre les parties prenantes.</li> </ul> <p><b>Renforcement des connaissances et des capacités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Collecte de données</b> : Collecte de données sur l'AE, cartographie des parties prenantes et meilleures pratiques agricoles pour éclairer la prise de décision.</li> <li>• <b>Gestion des connaissances</b> : Promouvoir le partage des connaissances et le renforcement des capacités parmi les agriculteurs, les chercheurs et les décideurs politiques.</li> <li>• <b>Plaidoyer</b> : Sensibiliser aux avantages de l'AE, de l'OA et de l'AIC et plaider en faveur de politiques de soutien.</li> </ul> <p><b>Soutien financier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Financement</b> : Assurer un financement adéquat pour les initiatives AE, OA et AIC auprès de diverses sources, notamment la CEDEAO, les gouvernements nationaux et les organisations internationales.</li> <li>• <b>Mécanismes financiers</b> : Développer des mécanismes de financement innovants pour soutenir les pratiques agricoles durables.</li> </ul> <p><b>Développement du marché :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Certification du produit</b> : Mise en place de systèmes de certification des produits AE et OA pour améliorer l'accès au marché.</li> <li>• <b>Développement de la chaîne de valeur</b> : Soutenir le développement de chaînes de valeur pour les produits agroécologiques et biologiques.</li> </ul> <p><b>Engagement communautaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Engagement des agriculteurs</b> : Organiser des événements pour mettre en valeur les produits et les chaînes de valeur d'AE et encourager la participation des agriculteurs.</li> <li>• <b>Résoudre les problèmes fonciers</b> : Aborder les questions de régime foncier, l'autonomisation des femmes et les priorités des organisations de santé pour créer un environnement favorable à l'AE, à l'OA et à l'AIC.</li> </ul> <p><b>Points d'action :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Collecte de données</b> : La collecte de données sur l'agriculture biologique, la cartographie des parties prenantes et les meilleures pratiques agricoles est essentielle pour une prise de décision éclairée.</li> <li>• <b>Gestion des connaissances</b> : La promotion de la gestion et du partage des connaissances entre les parties prenantes est essentielle pour une mise en œuvre efficace de l'AE, de l'OA et de l'AIC.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Plaidoyer</b> : Le plaidoyer en faveur de l'AE et de l'environnement, avec le soutien de la CEDEAO, peut contribuer à créer un environnement politique favorable.</li> <li>• <b>Inscription et certification</b> : L'enregistrement des produits AE et la certification des pratiques AE peuvent améliorer l'accès au marché et la reconnaissance.</li> <li>• <b>Financement</b> : Il est essentiel d'assurer un financement adéquat pour les initiatives AE, OA et AIC.</li> <li>• <b>Renforcement des capacités</b> : Investir dans le renforcement des capacités des agriculteurs, des chercheurs et des décideurs politiques est essentiel pour une mise en œuvre réussie.</li> <li>• <b>Plateformes institutionnelles</b> : La mise en place de plateformes de dialogue régulier et d'échange de connaissances peut faciliter la collaboration et le progrès.</li> <li>• <b>Engagement des agriculteurs</b> : L'organisation d'événements pour présenter les produits et les chaînes de valeur d'AE peut accroître la sensibilisation et promouvoir l'adoption.</li> <li>• <b>Résoudre les problèmes fonciers</b> : Il est essentiel de s'attaquer aux problèmes de régime foncier, à l'autonomisation des femmes et aux priorités des organisations de santé pour une agriculture durable.</li> </ul>
--	---

**Thème : Réflexion sur les rôles et actions possibles des OP et des réseaux d'OSC pour contribuer à une mise en œuvre plus efficace des PP nationaux et régionaux soutenant l'AE, l'AB et l'AIC**

Rôles	Point d'action
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faciliter la connexion des réseaux avec les différentes instances de la base ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appuyer le renforcement des capacités des OSC et promouvoir le « Doing-Doing » (ne pas être devant les OSC) ;</li> </ul> </li> <li>✓ Renforcer les capacités des membres du réseau à mieux comprendre et appréhender les politiques publiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des politiques ;</li> <li>○ Sensibilisation et information des acteurs de terrain ;</li> <li>○ Travailler sur le contenu du plaidoyer (cohérence des politiques) en raison de l'incohérence entre la pratique et les politiques</li> <li>○ Fournir les moyens d'évaluer les politiques agricoles ;</li> <li>○ Renforcer les capacités d'évaluation et de participation à ses politiques ;</li> <li>○ Capitaliser les expériences et les diffuser dans l'espace CEDEAO ;</li> </ul> </li> <li>✓ Mobiliser les parties prenantes et les fédérer autour d'un thème de plaidoyer et renforcer leurs capacités en matière d'AE</li> <li>✓ Prendre en compte les autres acteurs et secteurs d'activité (Agriculteurs-Pêcheurs) dans les actions de promotion des AE ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mener des actions de plaidoyer et produire des messages pour influencer les politiques ;</li> <li>✓ Mener des actions de lobbying ;</li> <li>✓ Assurer des actions de suivi ou développer des mécanismes de suivi de l'application des politiques publiques ;</li> <li>✓ Mettre en place un système de suivi pour examiner les documents avant de passer à la validation au niveau national ;</li> <li>✓ Possibilité de diffuser le document sous forme de note d'information aux membres de la base afin de les informer que les préoccupations ont été prises en compte mais non appliquées par les Politiques Publiques ;</li> <li>✓ Impliquer les médias et les réseaux sociaux dans les actions de diffusion, de visibilité du plaidoyer et de lobbying en faveur de l'AE ;</li> <li>✓ Interpeller les décideurs/instances pour faciliter la mise en œuvre et/ou l'application des politiques publiques et les besoins réels des parties prenantes ;</li> <li>✓ Participer à la révision de certains textes</li> <li>✓ Développer une force de plaidoyer et faire des propositions de contenu de plaidoyer auprès des décideurs et des organismes nationaux et régionaux ;</li> <li>✓ Impliquer les ONG pour renforcer les actions des OPA et des OSC</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Avoir un poste de consultant (être et être consulté par un tiers) <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Connaître les préoccupations de ses membres à la base ;</li> <li>○ Disposer de données actualisées des acteurs de la base</li> </ul> </li> <li>✓ Participer de manière significative à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Veiller également à ce que les contributions soient prises en compte</li> <li>○ Être une force de proposition et de représentation</li> <li>○ Être plus proche de la base pour avoir des preuves, des situations de référence, etc. adaptées et proposées dans les politiques nationales ;</li> </ul> </li> <li>✓ Avoir une bonne structuration et une bonne gouvernance ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Disposer d'un capital humain compétent (diagnostic, analyse, évaluation, etc.)</li> <li>○ Faire le bon choix et identifier les bonnes personnes qui participeront aux réunions de plaidoyer organisées par les politiques publiques ;</li> <li>○ Assister les OSC et les personnes ressources de l'OPA lors des instances ou décisions politiques ;</li> </ul> </li> <li>✓ Avoir une stratégie d'information, de communication et de plaidoyer ;</li> <li>✓ Impliquer les femmes et les jeunes dans les instances de décision, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ En savoir plus sur les politiques publiques mises en œuvre ;</li> <li>✓ Animer une bonne synergie d'action de plaidoyer entre les différents réseaux existants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Harmoniser les points de vue et le discours sur l'AE à travers différents réseaux ;</li> <li>○ Avoir une charte commune pour harmoniser les visions ;</li> </ul> </li> <li>○ Avoir un consensus et une compréhension commune entre les OSC/OP et disposer d'un document de base qui fera l'objet d'échanges avec les Politiques Publiques ;</li> </ul>
<p><b>Recommandations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les Etats et la CEDEAO prennent en charge les questions de financement de l'agriculture ;</li> <li>✓ Les acteurs eux-mêmes élaborent nos politiques agricoles et nous demandons la participation des autres ;</li> <li>✓ Participer aux organismes nationaux, y compris aux assemblées nationales, pour influencer les décisions</li> </ul>	

**Thème : Quelles politiques et interventions publiques pour assurer le passage à l'échelle des solutions agroécologiques, de l'agriculture biologique et de l'AIC pour la restauration et la gestion des ressources naturelles (terres, pêche, ressources en eau, biodiversité et zones forestières)**

**Recommandation au gouvernement et aux institutions afin que les problèmes soient résolus**

Caractéristiques des études de cas

Pratiques liées aux œufs pour permettre la mise à l'échelle

1. Le gouvernement gambien, par l'intermédiaire du ministère du Développement de l'agriculture, met en place un plan officiel actif d'agroécologie, des cartes officielles légalement établies, travaille avec des ONG promouvant la recherche participative et l'agroécologie multinationale. La CEDEAO régionale dispose d'un financement pour toute l'agroécologie, les formes locales pratiquent l'agroécologie et l'OA au niveau local.
2. Burkina Faso ; limitation de la stratégie nationale d'agroécologie qui rassemble les acteurs. Elle comporte trois axes : renforcement des capacités en matière de plaidoyer, bioproduits, cadre de concertation à différents niveaux pour discuter des questions d'agroécologie. Tous se réunissent pour former un forum national de consultants pour discuter de l'agroécologie et mettre en place un comité de pilotage pour suivre les aspects de l'agroécologie. Le comité est composé de toutes les parties prenantes impliquées. Nous nous référons aux documents internationaux.

**Thème : Promouvoir la production d'intrants biologiques, en quantité suffisante et de bonne qualité pour les besoins des acteurs AE et AB.**

Actions/innovations/initiatives ou solutions à partager entre les réseaux PO et OSC aux niveaux national et régional.	Recommandations et résolutions : mesures et actions attendues des décideurs ; domaines d'action possibles des réseaux OP/OSC à promouvoir ; engagements des réseaux OP/OSC, etc..
<p>a. Le Sénégal dispose de centres d'incubation où les jeunes peuvent être formés aux activités liées à la production d'intrants agricoles biologiques. Les produits chimiques et les engrais de synthèse coûtent des millions de dollars à importer chaque année. Ces centres devraient recevoir une partie de ces fonds afin de promouvoir la participation des jeunes au développement des biofertilisants et autres intrants biologiques.</p> <p>b. Le Burkina Faso a mis en place une stratégie nationale qui permet la production d'intrants biologiques jusqu'à 500 tonnes par de nombreux opérateurs. Ces derniers doivent se restructurer pour contribuer de manière substantielle à la quantité d'intrants biologiques dont les agriculteurs ont besoin et à la qualité que les chercheurs évaluent.</p> <p>c. Au Bénin, les universités développent des licences de bioprocédés pour la production de biofertilisants et de bio intrants. Elles ont mené une étude de marché pour voir s'il existait déjà des entreprises spécialisées dans ce domaine, mais elles en ont trouvé peu et les produits ne sont pas toujours disponibles sur le marché. Elles ont découvert une société ou une organisation où les étudiants peuvent travailler comme stagiaires pour acquérir des connaissances sur la production de bio intrants et les processus, l'homologation, etc. De plus, elles proposent une formation entrepreneuriale sur la production de bio intrants.</p>	<p>Les recommandations suivantes ont été formulées à l'intention des Gouvernements, de l'organisation des agriculteurs et de la CEDEAO.</p> <p>Les Gouvernements devraient :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. encourager et accorder des exonérations fiscales pour les bioproduits dans le cadre de la « politique fiscale verte ».</li> <li>2. utiliser une partie des fonds destinés aux engrais synthétiques pour des subventions agroécologiques.</li> <li>3. financer les jeunes qui souhaitent créer des entreprises agroécologiques ; financer et soutenir la recherche sur les bioproduits, en impliquant les agriculteurs et les connaissances traditionnelles ; et modifier la politique des services de vulgarisation pour intégrer l'agroécologie et l'expertise en bioproduits.</li> <li>4. protéger les marchés régionaux des bioproduits afin de privilégier les entreprises nationales par rapport aux entreprises internationales.</li> </ol> <p>Les organisations paysannes et les OSC devraient ;</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. dresser une liste des produits et pratiques biologiques actuels et échanger des informations avec d'autres organisations agricoles régionales, nationales et sous-régionales,</li> <li>2. organiser la chaîne de valeur, y compris les vendeurs, les transformateurs et les consommateurs/collecteurs,</li> <li>3. communiquer sur les bioproduits et l'agroécologie à travers les médias.</li> </ol> <p>Les États de la CEDEAO devraient :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Veiller à ce que les États membres mettent en œuvre des politiques agricoles orientées vers l'agroécologie et à ce qu'ils les financent.</li> <li>2. Siéger et produire des déclarations et des accords sur les bioproduits au niveau régional et sous-régional.</li> </ol>

**Thème : Comment renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans l'action des Ops et des OSC pour les TAE, AB et AIC ; quelles approches de digitalisation des services pour soutenir efficacement leur engagement et leurs initiatives.**

Défis	Recommandations
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment pouvons-nous aller vers les jeunes pour les encourager à travailler avec AE</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Il est nécessaire de se réunir en groupes pour dispenser des formations en AE : La formation des jeunes est en cours, mais le principal défi est de trouver du financement pour démarrer. La CEDEAO doit également renforcer sa présence pour aider les femmes et les jeunes à obtenir des appuis financiers.</li> </ol>

<ol style="list-style-type: none"> <li>2. Comment aidons-nous les femmes à résoudre leurs problèmes fonciers et à accéder à des terres sécurisées ?</li> <li>3. Comment la CEDEAO intervient-elle pour réduire les prêts bancaires et faciliter l'accès au crédit</li> <li>4. Comment pouvons-nous encourager les jeunes à changer leur mentalité vis-à-vis de l'agriculture ?</li> <li>5. Comment former les jeunes et les femmes à l'agriculture numérique et en particulier à l'IA en AB et EC ?</li> <li>6. Comment former les femmes à la gestion efficace de leurs propres ressources pour des bénéfices optimaux.</li> <li>7. Comment pouvons-nous aider les femmes et les jeunes à avoir accès à l'agriculture toute l'année, c'est-à-dire à l'agriculture pendant la saison des pluies et la saison sèche ?</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>2. De nombreuses femmes agricultrices sont actives dans l'agriculture mais ont encore besoin de terres disponibles pour l'agriculture ainsi que d'un marché organisé pour canaliser leurs produits : Comment la CEDEAO peut-elle aider au remboursement des prêts et à l'utilisation et l'accès des banques de microfinance pour les femmes rurales afin d'améliorer leurs moyens de subsistance ?</li> <li>3. Il est nécessaire d'apprendre aux agriculteurs à identifier les semences et les produits biologiques frelatés. Il faut former davantage de femmes et d'agriculteurs et les encourager à produire.       <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Que pouvons-nous faire pour former davantage d'agriculteurs biologiques ? Le marché et la demande augmentent, par exemple à Ibadan, au Nigéria, nous avons environ 6 marchés biologiques créés par le gouvernement.</li> <li>b. Il est important de mettre l'accent sur le renforcement des capacités</li> </ol> </li> <li>4. La secrétaire financière des petites agricultrices, Mme Folashade, a souligné que les femmes souffrent des problèmes fonciers et exige qu'une politique soit mise en place pour que les collectivités locales soient obligées de libérer des terres, en particulier aux femmes, pour l'agriculture en groupe.</li> <li>5. Il est nécessaire de créer des centres de TIC dans nos zones rurales pour former les femmes et les jeunes. Il est également nécessaire de fournir des équipements qui soutiennent la numérisation, comme des fournisseurs de réseau, de l'électricité, un accès aux données. Cela permettra désormais de soutenir la numérisation des résultats de la formation. Une étude de cas est le programme GEJ au Nigéria qui encourage les agriculteurs à accéder à l'information par téléphone.</li> <li>6. Les femmes ont souligné la nécessité de disposer de terres pour pratiquer l'agriculture biologique, car après l'amendement du sol, l'effet dure des années dans la ferme, mais si la terre agricole ne vous appartient pas, elle sera récupérée avant d'être pleinement utilisée et tous les efforts seront vains.</li> <li>7. Il est nécessaire de rédiger un communiqué de cette conférence qui encouragera une solution multisectorielle à la numérisation où la numérisation sera intégrée dans le programme éducatif pour attirer les jeunes et encourager la visibilité mondiale du secteur agricole.</li> <li>8. Les femmes ont besoin d'un soutien maximal de la part des hommes. Les femmes sont multitâches, à la fois au sein de la famille et de la ferme. Pour obtenir le meilleur, elles ont besoin d'un soutien maximal. Comment pouvons-nous garantir un financement souple pour les activités agricoles pour les femmes et les jeunes ?</li> <li>9. Nous pouvons également commencer petit en travaillant avec les EA dans leurs petites unités avant de procéder à une mise à niveau.</li> <li>10. Les agriculteurs devraient être encouragés à s'organiser en groupes sur WhatsApp, Facebook et d'autres réseaux sociaux pour accroître leur visibilité. Des cinémas et des spectacles humoristiques peuvent également être organisés pour présenter leur travail après la plantation.</li> <li>11. La CEDEAO peut contribuer à élaborer des politiques qui encouragent et protègent la consommation de produits biologiques à tous les niveaux.</li> </ol>
---	--

### 2.2.3. Consultation restreinte avec les autorités des institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CORAF)

Cette rencontre a été présidée par le Président du comité de pilotage de 3AO, qui en introduction a rappelé la volonté de 3AO a consolidé les actions développées avec les institutions régionales.

Des interventions on retient que cette consultation a permis de dégager des pistes à prendre en compte dans les prochaines actions avec les institutions régionales : des détails des actions sont déclinés en annexe dans le communiqué final)

- Mettre en œuvre des politiques/stratégies avec des instruments et mesures plus appropriés ;

- Renforcer les stratégies et mécanismes de réponses structurels face à la dégradation importante de la santé des sols, au développement de maladies au niveau des producteurs et des citoyens consommateurs et à la perte croissante de la biodiversité, liés à l'utilisation inappropriée d'intrants de synthèse.
- Développer une plus grande capacité de mobilisation de fonds vert en faveur des exploitations familiales, des OP et des communautés à la base pour la mise à l'échelle de l'AE, l'AB et l'AIC afin de soutenir le renforcement de la résilience des EF et la réalisation de la souveraineté alimentaire.
- Accroître les investissements pour développer des marchés territoriaux, nationaux et régionaux solvables et rémunérateurs, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, issus de pratiques de production résilientes basées sur l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat.
- Mettre en place des instruments de promotion et de développement des dispositifs et mécanismes de gestion des connaissances, de formation et d'apprentissage, permettant de renforcer la mise à l'échelle de l'AE, AB, AIC.
- Soutenir la valorisation de leur potentiel dans la mise à l'échelle de l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat pour la transformation durable des systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire.

### **2.2.3. Concertation entre 3AO, WafroNet et ActionAid pour une collaboration future, feuille de route pour le suivi des recommandations du forum, orientations pour le prochain forum, etc.**

Le Président et Modérateur de la séance est le Président du Comité de Pilotage de 3AO Ibrahima Coulibaly  
Les principales conclusions de la concertation sont :

- Mettre en place des mécanismes pour formaliser notre travail avant de pouvoir mobiliser des financements.
- Créer des dialogues dans le pays dans le cadre de la concertation pour servir de porte d'entrée au niveau de la CEDEAO.
- Développer notre propre fonds fiduciaire (mais il s'agit avant tout de mobiliser des formations). Tous sont dans notre pays mais nous devons les renforcer.
- innover nos activités pour inclure le plus grand nombre d'agriculteurs dans le système d'agroécologie pour nourrir notre nation.
- faire des recherches pour montrer l'ampleur de l'agroécologie sur le continent, de m'intéresser au cadre lié à l'agroécologie, de collaborer sur les ressources de l'étude de rentabilisation de l'agroécologie avec un accent intentionnel sur la création de mouvements, c'est-à-dire sur la construction de l'état d'esprit de toutes les parties prenantes.
- partager les résultats du forum
- instituer une réunion périodique en ligne une fois par an et demi pour se réunir afin de partager une plate-forme commune, consolider la formation sur les plates-formes numériques, etc.
- chercher davantage de financement pour accélérer la diffusion auprès des communautés locales.
- trouver un moyen de réduire les fonds utilisés pour faciliter ce type de forum en diffusant les informations auprès des communautés locales.
- préconiser une réduction du nombre de participants généraux afin de réduire les coûts.
- remercier la CEDEAO en rédigeant une lettre de remerciement pour avoir permis la tenue de ce forum.
- Mettre en place un comité comprenant deux (2) représentants de 3AO, WAfrONet et Actionaid pour développer des stratégies permettant aux trois (3) organisations de travailler ensemble en tant qu'union forte pour le plaidoyer sur l'agroécologie, l'agriculture biologique et le changement climatique. Les membres du comité sont :

- ⇒ Azubuïke – Actionaid
- ⇒ Nkechinyelu – Actionaid
- ⇒ Olawunmi Benedict – WafrONet
- ⇒ Assane Gueye – WafrONet
- ⇒ Ouedraogo -3AO
- ⇒ Pakodtogo dieudonné – 3AO

## CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a connu trois moments forts. Premièrement, le draft des grandes articulations du Rapport du forum a fait l'objet d'une présentation et d'une validation en plénière après la prise en compte de quelques propositions, suggestions et observations des participants.

Le deuxième temps fort a été la consécration et/ou la reconnaissance du travail accompli par des acteurs de la société civile, des organisations de producteurs, des personnes publiques ou privées qui ont, par leur militantisme au service ou en faveur de l'agroécologie l'agriculture biologique ou des pratiques intelligentes face au climat. Différentes distinctions ont été remises au plus méritants.

Plusieurs allocutions ont meublé la cérémonie de clôture. Elles ont quasiment toutes adressé leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce forum, et singulièrement à la qualité du travail abattu par le Comité Régional d'organisation et le Comité National.

Entre autres constats, il a été relevé le rôle critique de l'agroécologie, ainsi que le financement des approches pertinentes. Toujours au titre des constats, il a été reconnu que la coopération au niveau régional a été renforcée et l'ensemble des résultats auxquels sont parvenus les participants ont été qualifiés de tangibles. Des remerciements particuliers ont été adressés à la CEDEAO ainsi qu'aux traducteurs.

Une préoccupation, qui n'a pas échappé à nombre de participants, relative aux coûts de plus en plus élevés des fora, a été portée par un intervenant. Une des solutions qui pourrait être envisagée serait que les rencontres se tiennent en alternance en présentiel tous les deux ans et chaque année de façon virtuelle.

Les différentes organisations membres du forum ont été invitées à cultiver et à développer la résilience voire la résistance afin de donner un futur à ce continent.

## CONCLUSION

Il n'est pas excessif d'affirmer que le Forum a connu un vif succès, tant du point de vue de la participation des différents acteurs aux échanges lors des travaux de groupes que dans les panels. Les échanges étaient à la fois riches et intenses au point que le temps qui leur était imparti s'avérait parfois insuffisant. Il convient également de relever l'esprit dans lequel se sont déroulés tous les travaux, empreint de courtoisie et de rigueur. Ces résultats appréciables sont à mettre à l'actif de l'ensemble des membres des différents comités mis en place à l'effet de piloter l'ensemble des travaux du Forum. Ce constat, malgré quelques insuffisances observées, a été relevé par les intervenants lors de la cérémonie de clôture.